

Diffusion n°2

EQUIPEMENT DE TRAVAIL

D					
C					
B					
A					
O	07/11/96	Edition originale	L. MARINI	P. GONCHE	JP. LE ROUX
Ind.	DATE	MODIFICATIONS	REDACTEUR	VERIFICATEUR	EMETTEUR

1. OBJET

La présente circulaire doit permettre aux chefs d'installations de déterminer la démarche à suivre et les documents nécessaires lors de la réception d'un équipement de travail, de son utilisation, de la cession et de sa vente à partir du 1er Janvier 1996.

2. CHAMPS D'APPLICATION :

Equipement de travail mû mécaniquement, hors mobilité et levage.

3. DEFINITIONS

a) Equipement de travail :

On entend par "Equipement de Travail" un ensemble de pièces ou d'organes liés entre eux dont au moins un est mobile et réunis de façon solidaire en vue d'une application définie, notamment pour la transformation, le traitement, le déplacement et le conditionnement d'un matériau.

Exemples : Agitateurs, centrifugeuses, fours de chargement, machines-outils, machines de dépôt, machines de gravure, machines étalement de résine, machines à laver, mélangeurs, polisseuses, tournettes...

b) Equipement de travail neuf

Un équipement de travail est considéré comme "mis pour la première fois sur le marché", "neuf" ou "à l'état neuf" si il n'a pas été effectivement utilisé dans un Etat membre de la Communauté Economique Européenne (CEE).

c) Equipement de travail d'occasion

Un équipement de travail est considéré comme "d'occasion" si il a déjà été effectivement utilisé dans un Etat membre de la CEE.

Nota : Un équipement de travail d'occasion utilisé dans un Etat hors CEE est considéré comme neuf lors de sa vente dans la CEE.

4. RESPONSABILITE EN MATIERE DE SECURITE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

L'Art. L233.5 définit la responsabilité du constructeur, de l'importateur et du cédant.

L'Art. L233.5.1 définit la responsabilité du Chef d'Etablissement.

L'Art. L230.3 définit la responsabilité du salarié.

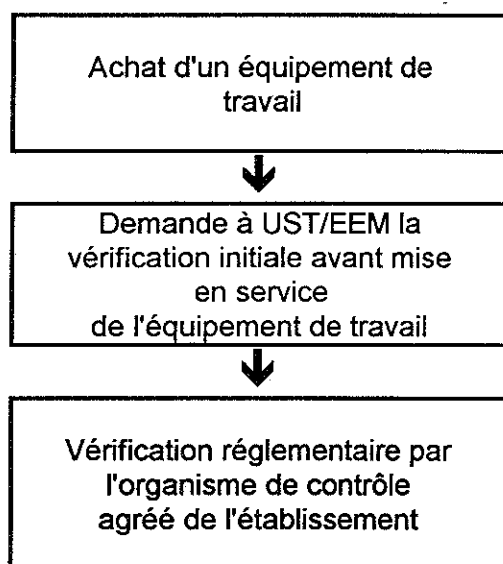
LES OBLIGATIONS RESPECTIVES DU CEDANT, DE L'UTILISATEUR et de son SALARIE				
Obligations par le Code du travail depuis le 1er Janvier 1993				
		ART. L233-5	ART. L233-5-1	ART. L230-3
Constructeurs Importateurs Cédants		Il est interdit <ul style="list-style-type: none"> - d'exposer - de mettre en vente - de vendre - d'importer - de louer - de céder à quelque titre que ce soit - de mettre à disposition Un équipement de travail non conforme		
UTILISATEUR	RESPONSABLE D'ETABLISSEMENT		Il est interdit <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en service - d'utiliser un équipement de travail non conforme	
	SALARIE			Obligation D'utiliser les matériels conformément aux instructions données par l'employeur

NOTA : Il est de la responsabilité du chef d'installation de maintenir ses équipements de travail en état de conformité aux règles techniques respectivement applicables lors de leur mise en service.

5. ACHAT D'UN EQUIPEMENT DE TRAVAIL NEUF HORS MOBILITE ET LEVAGE
à partir du 1er Janvier 1996

Le Chef d'Installation est tenu de procéder ou faire procéder lors de la mise en service dans l'établissement à une vérification initiale en vue de s'assurer que l'équipement de travail est installé conformément aux prescriptions techniques prévues et peut être utilisé en sécurité. Article réglementaire R233.11.1.

DEMARCHE A SUIVRE LORS DE L'ACHAT D'UN EQUIPEMENT DE TRAVAIL NEUF
AU CEA-Grenoble



Document à exiger du vendeur

- Déclaration CE de conformité (voir annexe 1)
- Un marquage CE doit être apposé sur l'équipement de travail.
- Une notice d'instruction rédigée en français, contenant le rappel du marquage, les conditions d'utilisation, d'installation, de réglage, de maintenance, les contre-indications, plans, schémas, indications de bruit et en cohérence avec l'équipement de travail.

Nota : L'acheteur a une année à compter du jour de livraison pour se retourner contre le vendeur en cas de non-respect des conditions législatives L233.5 et réglementaires.

6. VENTE ET CESSION D'UN EQUIPEMENT DE TRAVAIL D'OCCASION
au 1er Janvier 96

En application de l'Art. L233.5, toute vente ou cession à titre gratuit y compris entre unités du CEA ne peut s'effectuer qu'à condition que l'équipement de travail ait été vérifié par un organisme de contrôle agréé.

Le Chef d'Installation initialise la visite auprès de UST/EEM.

Le rapport de contrôle réglementaire, rédigé par l'organisme de contrôle, devra être vierge de toutes observations et permettra au Chef d'Installation, responsable de la vente, d'établir le certificat de conformité de l'équipement de travail.

Le certificat de conformité diffère suivant la réglementation applicable à l'équipement de travail lors de sa date de mise en service.

UST/EEM remettra au Chef d'Installation un modèle de certificat lors de la transmission du rapport d'intervention de l'organisme de contrôle .

Tout équipement de travail non conforme ne pourra être vendu, loué, cédé à quelque titre que ce soit ou mis à disposition tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du CEA-Grenoble.

Toutefois la vente d'un équipement de travail sans remise en conformité est possible sous réserves des dispositions suivantes :

- l'acheteur de l'équipement de travail d'occasion est un revendeur, un reconstruteur ou un ferrailleur.
- enregistrement correct de l'acheteur à la chambre de commerce.
- mention de la vente "en vue de non-utilisation" par le preneur sur le certificat de vente.

Les dispositions précédentes excluent le don ou le prêt à titre gracieux d'équipement de travail non conforme à des organismes scolaires, aux particuliers et aux oeuvres caritatives.

7. CAS OU LE CEA COMMERCIALISE UN EQUIPEMENT DE TRAVAIL DE SA CONCEPTION

- L'équipement de travail devra être conforme aux exigences essentielles de sécurité de la CEE et aux prescriptions techniques qui lui sont applicables.

Le Chef d'Installation responsable de la vente devra fournir à l'acquéreur :

- la déclaration de conformité CE
- la notice d'utilisation, d'instruction et de maintenance rédigée dans la langue du pays destinataire
- un dossier technique doit être réalisé dans lequel sont décrits les moyens mis en oeuvre pour atteindre les objectifs de sécurité fixés par la directive européenne. La directive indique l'intégration de la sécurité lors de la conception. Pour des raisons de confidentialité, il est admis que le dossier ne soit pas diffusé mais doit à tout moment être présenté à l'Inspection du Travail.

Contacter UST/EEM lors de tout projet pour les démarches à suivre.

8. CAS où le CEA essaie, développe ou met au point un prototype construit par un entreprise extérieure

Le Chef d'Installation est responsable de la sécurité de son personnel.

Le code du travail est applicable aux équipements de travail et aux utilisateurs.

Notamment, les protections faces aux risques mécaniques, électriques, hydrauliques... engendrés par les équipements.

Les mesures du décret 93.41 relatif aux prescriptions d'organisation, de conditions de mise en oeuvre et d'utilisation des équipements de travail doivent être appliquées. De façon exceptionnelle après concertation avec UST/EEM et ISE, il peut être envisagé des mesures compensatrices telles que : procédures, balisage, formation etc...

Le prototype doit être vérifié par l'organisme de contrôle agréé du centre du CEA/Grenoble.

Le chef d'installation initialise la visite auprès de UST/EEM.

Aucune déclaration de conformité n'est à établir et le marquage CE n'est pas obligatoire.

C'est à l'issue de leur période de mise au point ou d'essais que l'équipement devra être conforme aux règles techniques de l'annexe I du décret 92.767.

9. VERIFICATION REGLEMENTAIRE PERIODIQUE DES EQUIPEMENTS DE TRAVAIL

Les équipements de travail cités ci-après sont soumis à l'obligation de faire l'objet de vérifications générales périodiques.

UST/EEM organise les contrôles réglementaires périodiques de ces équipements de travail, le financement est à la charge de l'unité.

a) Visite réglementaire trimestrielle obligatoire :

- presses mécaniques et presses hydrauliques pour le travail à froid des métaux
- presse à vis
- presses à mouler par injection ou compression des matières plastiques ou du caoutchouc
- presses à mouler les métaux
- massicots pour la découpe du papier, du carton, du bois ou des matières plastiques en feuille
- presses à façonner les cuirs, peaux, papiers, cartons ou matières plastiques en feuille au moyen d'un emporte-pièce
- presses à platine telles que presses à dorer, à gaufrer, à découper
- machines à cylindres pour l'industrie du caoutchouc
- presses à balles
- compacteurs à déchets
- systèmes de compactage des véhicules de collecte d'ordures ou de déchets

Ne sont toutefois soumis à une vérification générale périodique que les équipements de travail mus par une source d'énergie autre que la force humaine employée directement et dont le chargement ou le déchargement est effectué manuellement en phase de production.

b) Visite réglementaire annuelle obligatoire :

- centrifugeuses
- machines mobiles d'extraction, de terrassement, d'excavation ou de forage du sol à conducteur porté et machines à battre les palplanches.

Il est de la responsabilité du Chef d'Installation de contacter UST/EEM lors de l'acquisition de tout nouvel équipement de travail soumis aux obligations de vérification périodique.

REFERENCES :

- Code du travail
- L233.5 - Obligations du cédant d'un équipement de travail
- L233.5.1. - Obligations de l'utilisateur d'une équipement de travail
- R233.11.1 Vérifications initiales lors de la mise en service
- Décret n°92-767 du 29 Juillet 1992 relatif aux règles techniques et aux procédures de certification de conformité applicables aux équipements de travail.
- Décret n°93-40 du 11 Janvier 1993, relatif aux prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail soumis à l'article L233.5.1 du code du travail, aux règles techniques applicables aux matériels d'occasion soumis à l'article L233.5 et à la mise en conformité des équipements existants.
- Décret n°93.41 du 11 janvier 1993, relatif aux mesures d'organisation, aux conditions de mise en oeuvre et d'utilisation applicables aux équipements de travail et moyen de protection soumis à l'article L233.5.1.

ANNEXE 1

**CONTENU ET REDACTION PAR LE VENDEUR
DE LA DECLARATION CE DE CONFORMITE**

La déclaration CE de conformité est dactylographiée ou en caractères d'imprimerie en langue française (le cas échéant accompagnée d'une traduction dans une langue du pays d'utilisation) et doit comporter les éléments suivants :

- le nom et l'adresse du fabricant et, le cas échéant, de l'importateur ou du responsable de la mise sur le marché autres que le fabricant (raison sociale, adresse complète).
- l'identification de la machine (marque, type et numéro de série, année de construction)
- les dispositions réglementaires applicables
- la liste des normes harmonisées prises comme références
- la liste des normes et spécifications techniques nationales prises comme références
- le nom et fonctions du signataire du responsable de la déclaration
- date et lieu de signature de la déclaration

Référence réglementaire R233.73 et arrêté du 18 Décembre 1992

pages	Indice et Date de révision						
	O	A	B	C	D	E	F
1	x						
2	x						
3	x						
4	x						
5	x						
6	x						
7	x						
8	x						
9	x						